# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE MATIN, 10 JANVIER.


## Le meurtre en Louisiane.

Dans ses deux dernières dépêches à Washington, le général Sheridan annonce au ministre de la guerre Belknap, qu'il prépare un tableau de tous les meurtres qui ont été commis en Louisiane depuis deux ans et qui se comptent par milliers, affirme-t-il.

Notre feuille dit que ce qui ne respecte rien, pas même la vérité, grossira sans doute aussi son catalogue du meurtre de l'infortuné Bouhion, tué par l'assassin à gages de Kellogg, Alexander Newton.

C'est vrai que le vénérable évêque Wilmer a déclaré dans son témoignage devant le comité congressionnel,—et il l'a dit avec raison,—qu'il fut un temps où il n'y avait aucune sécurité pour les paisibles citoyens qui passaient dans les rues de la Nouvelle-Orléans après une certaine heure de la nuit.

Ce sont ces paroles que le général Sheridan cite dans une de ses dernières dépêches, en les accompagnant toutefois de commentaire calomnieux.

Nous nous rappelons avoir écrit aussi une série d'articles au sujet du meurtre à la Nouvelle-Orléans, à partir du 4 avril 1874, époque à laquelle Kellogg, usant sans restriction du droit de grâce, mettait en liberté, dans un seul jour, soixante-six pensionnaires du pénitencier de Baton Rouge, dont treize assassins, huit ... et quarante-cinq voleurs et ...

...

Nous croyons à propos de reproduire ici un article, qui a paru dans les colonnes de l'*Abeille*, le 14 avril 1874, et qui s'accorde parfaitement avec le témoignage du révérend évêque Wilmer devant le comité congressionnel, témoignage auquel on s'efforce de donner aujourd'hui une fausse interprétation.

Que le général Sheridan se fasse avec soin cette tâche son profit. Il peut aussi consulter les fastes du mois d'avril du *Bulletin*, du *Picayune* et du *Times*. Ce travail aura la bonne pâture dans ses recherches relativement aux meurtres commis en Louisiane.

### L'Ami des criminels.

*Kellogg le miséricordieux.*

Le prétendu gouverneur de la Louisiane, ...

...

Sa ... M. Kellogg fait ... la ...

Mais nous ne pouvons ...

L'Avenir ...

Ceux ... Crescent ...

Voilà ... Ce ... M. ... 

...

MM. M. L. Byrne & Co., ... rue du Canal, ont commencé une grande vente à prix extraordinairement réduits, pour écouler leur stock de marchandises d'hiver.

☞ Nos lecteurs devraient essayer du café grillé qui se vend au grand dépôt de thé rue du Camp 5.

## La lettre de M. Dibble.

M. Dibble est un des plus impudents, un des moins scrupuleux et en même temps l'un des plus dangereux de toute la bande de carpet-baggers dont la Louisiane a été affligée. C'est lui dont on a pu dire qu'il n'était ni du parti de Warmoth, ni du parti de Kellogg, mais du parti de Dibble. Il ne manque ni d'habileté ni de ruse. Quant à sa valeur morale on a pu en juger par sa conduite au 14 septembre. Entré à la Douane par une fenêtre au commencement de la bataille, et abrité derrière les murailles de granit de cette bâtisse, il a tiré avec une carabine sur des citoyens qui n'étaient que spectateurs du combat.

C'est ce personnage qui vient d'adresser à M. Foster, chairman du comité d'enquête, une longue lettre que nous trouvons publiée dans le *Picayune* d'hier. Elle est trop longue pour que nous puissions la reproduire, mais en voici l'analyse:

Après avoir rappelé qu'il était l'avocat du parti républicain devant le comité congressionnel, M. Dibble déclare solennellement qu'envisageant la situation à un point de vue élevé et non plus comme homme de parti, il se croit obligé d'offrir les suggestions suivantes:

Le Congrès ne pourrait résoudre le problème présenté par le cas de la Louisiane, à moins de considérer tout ce qui s'est fait depuis l'élection de 1872 comme révolutionnaire et contraire à toutes les formes d'un gouvernement républicain.

Il ne faut pas perdre de vue la condition de la société politique dans cet Etat en 1872, condition résultant du changement de relations entre les deux races et de la grossière tentative de reconstruction inspirée par l'esprit de parti, et qui a plus ou moins échoué parce qu'elle se proposait l'établissement d'un gouvernement sur des théories abstraites en ne tenant nul compte des circonstances sociales, politiques et économiques.

L'intolérance des blancs envers les noirs, manifestée par des actes d'intimidation et de violence, a produit, de la part de la législature républicaine, une réaction qui a amené ces dures lois d'élection, d'enregistrement, des constables, de la police métropolitaine, etc., que la presse du pays a si sévèrement et, sous certains rapports, si justement censurées.

Ces lois ont donné au gouverneur un pouvoir despotique et absolu; elles étaient instituées, à un certain point, pour donner protection aux noirs faibles et sans défense dont les droits étaient constamment menacés.

Le gouverneur, investi de ces pouvoirs, était le chef reconnu du parti républicain jusqu'au moment où il unit sa fortune politique à celle de l'opposition, en apportant à celle-ci l'appui de ses pouvoirs absolus.

Le juge Dibble croit que Kellogg et les autres républicains ont été élus légalement par une faible majorité en 1872. Mais Warmoth a fait un coup d'Etat en changeant le bureau des retours, en le destituant, lui Dibble, comme juge, et la révolution et la violence appelle la contre-révolution et la violence. De cet effort pour étouffer la voix du peuple ont surgi des procédés extraordinaires et non moins inconstitutionnaires qui ont eu pour résultat l'installation de l'administration Kellogg.

M. Dibble n'a jamais regardé le gouvernement actuel autrement que comme un gouvernement révolutionnaire, mais il a été reconnu par le Président, la Chambre, et le judicature du Sénat, et à ce titre obéissance lui est due.

En 1874 les mêmes événements se sont reproduits: révolution et contre-révolution. Même intolérance de la part de l'opposition. La presse avait tellement dénaturé les faits, selon M. Dibble, qu'il pensait que la grande majorité de l'opposition croyait sincèrement que Kellogg n'avait pas été élu et que c'était une usurpation ...

...

## CHRONIQUE DE LA VILLE.

### Rumeurs politiques.

On racontait hier dans les rues que Kellogg avait reçu des sénateurs Morton et ... une dépêche dans laquelle ces ...

...

### UN MOUVEMENT DANS LE BUREAU DE LA POLICE MÉTROPOLITAINE

*Kellogg veut des machines humaines qui obéissent et non des hommes qui discutent*

...

Après cette exécution sommaire, le caporal Gleason a été appelé pour répondre à une accusation plus grave, celle d'avoir insulté Son Excellence l'illustre William Pitt Kellogg, la veille de Noël.

Le caporal Gleason a dit pour se défendre que lorsque la police métropolitaine s'est rendue en corps, le 24 décembre dernier, à la maison d'Etat, pour féliciter M. Kellogg un mois de solde, il avait été choisi comme l'orateur de la bande.

Kellogg avait répondu à lui et à ses camarades qu'il fallait qu'ils se passassent d'argent jusqu'après les fêtes. Cette réponse ... donnerait sa démission ... Kellogg a répliqué que si la police ... donnait sa démission il la remplacerait très facilement.

Alors Gleason, outre, a dit que la police avait fait les stations à la Ligue Blanche. Cette remarque a été considérée comme une insulte par Kellogg.

Gleason demanda au Board de prendre ... Kellogg, et de lui accorder le temps nécessaire pour amener des témoins; mais, les commissaires ... qu'il était inutile d'ennuyer son Excellence en lui rappelant cette affaire, et quelques minutes après, Gleason cessait d'être caporal et même membre de la police métropolitaine.

Vingt-cinq autres agents ont été condamnés à payer une amende pour avoir négligé de remplir leur devoir, le 25 décembre, et le Bureau des commissaires s'est ajourné.

### La question des écoles.

C'est demain, lundi, que les écoles publiques doivent s'ouvrir de nouveau, et déjà l'on se demande si les nègres tenteront encore une fois de se mêler avec les blancs.

Un rapporteur du *Times* raconte qu'il a eu une entrevue à ce sujet avec le petit Boothby et que celui-ci a déclaré d'une manière très équivoque qu'il ne croyait pas que les nègres feraient une seconde tentative pour entrer dans les écoles des blancs, mais que le Bureau des écoles n'avait pas le pouvoir de changer la loi, et que la loi disait positivement qu'il n'y aurait pas d'écoles séparées pour les deux races.

### Les marchés publics.

Nous avons dit que les marchés publics ayant été mis séparément aux enchères, le 30 décembre dernier, avaient rapporté la somme totale de $284,425; c'est à dire, un bénéfice de $24,000 pour la ville sur la vente de l'année dernière. Depuis cette époque, les fermiers du marché Poydras, du marché Français et du marché aux Fruits et aux Légumes, qui avaient compté pouvoir payer leurs loyers en partie ou en totalité avec des certificats de la ville, ayant appris que la transaction n'était pas possible, ont fait annuler le bail et ces trois marchés sont encore en vente pour 1875.

Les propositions suivantes ont été reçues hier à l'Hôtel de Ville par l'administrateur du département du commerce:

MARCHÉ POYDRAS.

| | |
|---|---|
| C. Fox | $41,350 |
| A. Dumestre | 36,500 |
| A. Haymen | 39,155 |
| J. Miles | 37,935 |
| Pierre Théaux | 45,000 |

MARCHÉ FRANÇAIS.

| | |
|---|---|
| A. Frechand | $40 210 |
| L. Duclos | 40,105 |
| Benj. Miller | 40,000 |
| A. Haymen | 38,555 |
| J. Miles | 37,155 |
| L. Barthe | 35,010 |
| M. Finnerty | 39,020 |
| J. Bertin | 37,950 |
| C. Fox | 40,228 |

MARCHÉ AUX LÉGUMES ET AUX FRUITS.

| | |
|---|---|
| M. O. Tracy | $59,500 |
| A. Haymen | 55,160 |
| J. Miles | 52,775 |
| Pierre François | 65,000 |
| N. Théodore | 59,000 |
| R. Morel | 56,000 |
| George Schwehel | 60,000 |
| N. Tréchand | 56,000 |

### Un bal à la salle St-Patrick.

La première division de l'association de bienfaisance Hibernia donnera un grand bal samedi, le 16 de ce mois, à la salle St-Patrick.

Nos remerciements sont dûs aux membres de l'association pour les invitations qu'ils nous ont adressées.

### Les grands hommes du Sud.

Le révérend Abram J. Ryan, le poète prêtre du Sud, parlera ce soir, 10 janvier, à sept heures et demie, à la salle St-Patrick, et son nom seul doit suffire pour attirer la foule.

Le sujet de sa conférence sera: "Les grands hommes du Sud."

### Un second point d'interrogation.

Hier dans la soirée, la maison d'Etat avait été transformée encore une fois en citadelle, et toutes les portes étaient barricadées et gardées par des métropolitains. Les troupes des Etats-Unis qui sont casernées à l'intérieur, ne se montraient pas et quelques personnes disaient qu'on les avait retirées.

On a remarqué aussi que pendant toute la journée d'hier une interminable procession de nègres de toutes les nuances entrait dans la dite maison d'Etat et n'en sortait plus.

Que signifie tout cela?

Kellogg prend-il ses mesures avec le petit Phil Sheridan pour faire une saint-Barthélemy de bandits.

*TEMPERATURE.*—9 janv. 1875.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

| | Fahrenheit | Centigrade |
|---|---|---|
| 6 A. M. | 46 | 8 |
| 12 M. | 46 | 8 |
| 3 P. M. | 41 | 5 |
| 6 P. M. | 41 | 5 |

Fellman Bros., rue du Canal ont aujourd'hui une annonce que ne doivent négliger de lire les dames de cette ville. Elles verront que la maison Fellman est, plus que jamais, décidée à vendre à n'importe quel prix son vaste assortiment de marchandises. Ces messieurs déclarent qu'ils ont besoin d'argent, pour faire de grands achats au Nord, et que c'est ce qui les fait vouloir écouler leur stock d'ici à un mois.

MEUBLES.—On verra par une annonce insérée plus loin que MM. McCraken et Brewster ont transféré leur établissement rue Royale Nos 33 et 35 au local occupé naguère par MM. Sampson Bros, dont ils ont acheté en grande partie le magnifique stock auquel ils ont ajouté un nouvel envoi de meubles neufs du Nord et de l'ouest. Les prix étant des plus modérés, ils comptent avec raison sur la clientèle de leurs prédécesseurs.

## Pseudo-Législature.

CHAMBRE.

Séance du 9 janvier.

La Chambre se réunit à midi sous la présidence de M. Hahn. L'appel fait, on a constaté 55 membres présents, ce qui passe pour être un quorum.

M. Matthews critique la pétition des membres conservateurs au Congrès et dit qu'elle est incorrecte sous plusieurs rapports. Il demande qu'un comité soit nommé pour préparer un contre-mémoire. Le comité est accepté à l'unanimité.

M. Lane présente une résolution pour nommer un comité réuni qui examinera les livres et les papiers de l'adjudant général et qui fera une enquête sur l'administration de sa place. Référé au comité sur la milice.

Plusieurs bills sont annoncés.

Par Rousseau—Pour réorganiser la police métropolitaine.

Par Murrell—Un bill de secours pour les victimes des inondés de Madison.

Par ...—Pour changer les limites de la paroisse de St-Martin.

Par Armistead—Pour avoir la place de surintendant de l'éducation publique.

Par Ward—Pour étendre les limites de la paroisse de Grant.

Par Jones—Bill de secours pour les habitants inondés du Bayou Fordoche, paroisse de Pointe-Coupée.

Par Dickerman—Pour réduire la taxe dans la ville de la Nlle Orléans.

Par Drury—Pour réduire les frais et émoluments des collecteurs de taxe et des assesseurs.

Bill rendant les warrants des officiers constitutionnels et des employés de l'Etat recevables pour toutes les taxes.

Autorisant la remise de toutes les pénalités sur les taxes dues à l'Etat pour les années 1869, 70, 71, 72 et 73 et la réception des warrants en paiement des taxes arriérées de ces mêmes années.

Par Pierson—Pour rappeler les actes créant les paroisses de Red River, Grant, Vernon, Richland, Webster, Cameron et Lincoln.

M. Sartain présente un bill qui est lu deux fois et qui rappelle l'acte No 81 de la session de 1874, lequel acte prohibe les marchés particuliers dans la ville de la Nlle Orléans.

Un appel fait en ce moment donne seulement 48 membres présents, sur quoi la Chambre s'ajourne à lundi.

SÉNAT.

Le Sénat se réunit à midi, sous la présidence d'Antoine. 12 sénateurs sont présents. Les démocrates sont toujours absents.

Une résolution pour nommer un comité qui sera chargé de faire enquête sur les actes du bureau de conversation, est déposée sur la table.

L'affaire du Jury de Donaldsonville est remise à jeudi prochain.

Le Sénat se retire en séance exécutive. A la reprise de la séance, le président annonce que MM. Herwig, Warton, Massicot et Cage ont été nommés par lui, membres du comité chargé d'examiner les livres du Trésorier.

Le Sénat s'ajourne à lundi.

—La *République française* répond ainsi aux allégations de la dépêche de M. d'Arnim, dans laquelle il est question de rapports entre M. Hafner et M. Gambetta, entre M. Simon Deutsch et la *République française*.

M. Hafner ne joue aucun rôle dans les bureaux de M. Gambetta, par la raison toute simple que M. Gambetta n'a pas de bureaux et que M. Hafner ne peut s'y rendre. Depuis la déclaration de la guerre, M. Gambetta n'a jamais rencontré M. Hafner; comment diable les articles et les correspondances de M. Hafner seraient-ils inspirés par l'honorable député de la Seine? Veut-on parler de la *République française* et de ses bureaux, M. Hafner n'y vient pas davantage. Tous ceux qui, à Paris, sont au courant des habitudes des écrivains de la presse pourraient dire à M. de Bismark, mieux que l'a fait M. d'Arnim, si M. Hafner fait ses galères de nos bureaux de la *République française*, où il n'a fait que deux visites depuis la fondation du journal.

Voilà pour M. Hafner.

Pour ce qui est de M. Simon Deutsch, israélite allemand très connu, on nous assure qu'il est Autrichien de naissance; nous ignorons qu'il s'occupât de "s'entremettre" entre les journaux de Paris et ceux de l'Allemagne, et nous pouvons affirmer que le parti radical français sera très surpris d'apprendre que M. Simon Deutsch lui a fourni de l'argent. En ce qui nous touche particulièrement, M. Deutsch n'est pas notre associé, ni pour cinquante mille francs, ni pour aucune autre somme; on pourra s'en convaincre au tribunal de commerce, où se trouve déposée la liste de nos actionnaires; c'est la première fois, d'ailleurs, que nous entendons parler d'une commandite qui serait faite avec les fonds de Mustapha Fazyl-Pacha, dont toute l'Europe connaît la situation pécuniaire présente.

Voilà pour M. Simon Deutsch.

AU PRIX COUTANT.—En raison de l'inactivité des affaires, MM. Garthwaite, Lewis & Miller, rue de la Commune No 100, annoncent qu'ils vendront en détail tout leur stock d'habits pour hommes, jeunes gens et petits garçons au prix coutant pour du comptant. Nous engageons donc les acheteurs à visiter le magasin de ces messieurs.

# DEPECHES
## Télégraphiques
### TRANSMISES A L'ABEILLE.

### WASHINGTON.

Washington, 9 janvier 1875.—Copie d'un télégramme reçu au département de la guerre:

Quartier-général de la Division du Missouri,
Nouvelle-Orléans, 8 janvier 1875.

Honorable W. W. Belknap, secrétaire de la guerre, Washington, D. C.

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport succinct des événements qui ont eu lieu ici dans la législature d'Etat le 4 janvier 1875. Je n'ai pris le commandement militaire du département que vers neuf heures du soir, le 4 courant; mais, j'endosse entièrement les actes des troupes agissant ce jour là comme conservateurs de la paix et j'en assume volontiers toute la responsabilité. Pendant les quelques jours que j'ai passés ici avant le 4 janvier, le sujet général de conversation était les scènes de carnage qui devaient selon toute probabilité avoir lieu ce jour-là dans la salle, et j'ai entendu plusieurs fois des menaces d'assassiner le gouverneur et les membres républicains de la Chambre des Représentants afin d'assurer l'élection d'un démocrate comme orateur; j'ai entendu aussi des personnes exprimer leurs regrets que le gouverneur n'eut pas été assassiné le 14 septembre.

J'ai appris aussi l'enlèvement, par les bandits, de M. Cousin, un des membres élus de la Législature.

Le général Emory sur une réquisition du gouverneur, a placé des troupes dans le voisinage de la maison d'Etat. Grâce à ces précautions, la Législature s'est réunie dans la maison d'Etat sans désordre. A midi, Wm. Vigers, le greffier de la dernière Chambre des représentants, a fait l'appel comme il y était autorisé par la loi et 103 membres ont répondu, 52 républicains et 50 démocrates. Avant la réunion, M. L. A. Wiltz avait été choisi comme Orateur dans leur caucus, tandis que les républicains en caucus avaient nommé M. Michael Hahn. Vigers n'avait pas encore fini d'annoncer le résultat, quand un des membres (M. Billieu de Lafourche) a proposé le nom de M. Wiltz comme Orateur temporaire. Vigers a déclaré promptement que la motion ne pouvait pas être présentée ainsi, mais quelqu'un a posé la question, et au milieu des applaudissements des membres démocrates de la Chambre, M. Wiltz s'est élancé sur l'estrade, a poussé Vigers de côté et s'emparant du maillet et du fauteuil du président, s'est déclaré Orateur de la Chambre.

Une protestation contre cette mesure illégale et arbitraire a été présentée aussitôt par les membres de la majorité, mais Wiltz n'a prêté aucune attention à ces protestations, et sur une motion d'un des membres démocrates de la Chambre, il a déclaré un certain Trézevant élu comme greffier de la Chambre. M. Trézevant s'est élancé aussitôt à la place du greffier qu'il a occupée au milieu de la plus grande confusion dans la Chambre. Sur une autre motion d'un membre démocrate, Wiltz a encore déclaré élu un certain Flood comme sergent d'armes et a ordonné qu'un certain nombre d'assistants fussent nommés.

A l'instant même, un grand nombre d'hommes qui étaient entrés dans la Chambre en se faisant passer pour des rapporteurs de journaux ou pour les parents des membres, ont tourné les revers de leurs habits et ont exhibé un ruban bleu sur lequel on pouvait lire "assistant sergent d'armes" et des lettres d'or;—et c'est ainsi que l'assemblée est tombée au pouvoir d'une minorité de la Chambre et que la "Ligue Blanche" de la Louisiane a mis à exécution sa menace de s'emparer de la Chambre.

Beaucoup de ces assistants sergents d'armes, sont connus comme des capitaines de compagnies de la "Ligue Blanche" de cette ville.

Mais que la rapidité de ce mouvement, cependant, les membres républicains ne se plus ... ont ... manqué de protester ... et encore contre cette mesure révolutionnaire de la minorité, mais en vain. Alors, un grand nombre de membres républicains se sont retirés en corps de la Chambre avec le greffier, M. Vigers, qui a emporté le rôle primitif de la Chambre qui lui avait été fourni par le secrétaire d'Etat.

L'excitation a été alors très grande. Le membre agissant comme Orateur a ordonné aux sergents d'armes d'empêcher les membres et autres personnes d'entrer et de sortir de la salle, ce qui a déterminé plusieurs luttes dans lesquelles les poignards et les pistolets ont été tirés.

En ce moment, M. Dupré, un membre démocrate de la paroisse d'Orléans, a proposé que le pouvoir militaire du gouvernement général fût invoqué pour maintenir la paix et qu'un comité de cinq fut nommé pour aller trouver le général de Trobriand, l'officier commandant les troupes des Etats-Unis dans la maison d'Etat, et lui demander de venir établir l'ordre dans le vestibule. La motion a été adoptée, et un comité de cinq, dont M. Dupré a été fait le chairman, est allé trouver le général de Trobriand, et bientôt après a reparu avec le général et deux de ses officiers d'ordonnance. Comme le général de Trobriand passait dans la salle pour se rendre au fauteuil de l'Orateur, il a été suivi par les applaudissements des membres démocrates.

Le général de Trobriand a demandé au membre agissant comme Orateur s'il n'était pas capable de maintenir l'ordre sans invoquer son intervention comme officier de l'armée des Etats-Unis. M. Wiltz a dit qu'il ne le pouvait pas; alors le général a adressé quelques paroles aux personnes dans le vestibule et l'ordre s'est rétabli.

Sur motion de M. Dupré, M. Wiltz agissant comme Orateur, a remercié le général de Trobriand au nom de l'Assemblée générale de la Louisiane pour son intervention en faveur de la loi et du bon ordre, et cet officier s'est retiré.

Les membres républicains avaient alors presque tous quitté la salle et s'étaient réunis pour signer une pétition alléguant leurs griefs, adressée au gouverneur et demandant secours. La dite pétition, signée par cinquante-deux membres légalement déclarés élus, est en ce moment en ma possession.

Immédiatement après que M. Wiltz eut chassé le greffier de l'ancienne Chambre, M. Bohen a proposé que deux membres de la paroisse De Soto, et du Winn, un de Bienville et un d'Iberie, qui n'avaient pas été déclarés élus par le Bureau de retours (aussi assermentés comme membres, ce qui a été fait, et ils ont pris des sièges comme membres de la Chambre.

On a fait la motion alors de procéder à l'organisation permanente et le rôle ayant été appelé par M. Trézevant agissant comme secrétaire, M. Wiltz a été déclaré élu comme Orateur et M. Trézevant comme greffier. Aussitôt en vertu de la protestation de la majorité, le gouverneur a requis le commandant général du département de l'aider à rétablir l'ordre, afin de permettre aux membres légalement élus de s'organiser conformément à la loi. Cette demande était raisonnable et conforme à la loi. En souvenir des terribles massacres qui avaient eu lieu dans cette ville à l'époque de la réunion de la convention constitutionnelle au Mechanic's Institute et dans l'idée que la vie des membres serait en danger dans le cas où une organisation selon la loi serait tentée, le *posse* a été accordé, avec la recommandation de ne chasser de la Chambre aucun membre déclaré élu par le Bureau des retours. Ce *posse* militaire a fait son devoir en vertu d'instructions du gouverneur de l'Etat et a fait sortir toutes les personnes qui n'avaient pas le droit d'y être et qui avaient pris leurs sièges illégalement.

Là dessus, les démocrates se sont levés et sont sortis de la Chambre et les autres membres ont procédé à s'organiser d'après les lois de l'Etat.

Pendant toute cette crise et quand l'effusion de sang était imminente, les troupes se sont comportées avec beaucoup de discernement.

Quand M. Wiltz l'Orateur usurpateur de la Chambre, a demandé des troupes pour éviter l'effusion de sang, elles lui ont été accordées, quand le gouverneur de l'Etat a fait la même demande, dans le même but et pour exécuter la loi, elles lui ont été fournies encore.

Est-ce ag. autrement, ma conviction sincère est qu'il y aurait eu effusion de sang.

Signé: P. H. SHERIDAN,
Lieut.-général.

### Affaires de la Louisiane au Congrès.

SÉNAT.

Washington, 8 janvier.—Le débat sur les affaires de la Louisiane a continué au Sénat. (Nous avons donné le résultat de la séance hier matin.—Ed.)

M. Sargent, de Californie, dit que le premier appel pour une intervention militaire dans la Législature de la Louisiane ne est venu des démocrates pour préserver l'ordre dans les galeries, mais ce fait a été oublié par les sénateurs démocrates. Il fait allusion à la dépêche dans laquelle Sheridan emploie l'expression de "bandits" et dit que les hommes dont il s'agit sont ceux qui ont couvert le Sud de meurtres et d'assassinats, brûlé les écoles et commis toutes sortes de déprédations. Les démocrates peuvent pousser de cri de libertés constitutionnelles violées dans leurs feuilles subventionnées, mais quand l'histoire de ces terribles outrages dans le Sud sera bien connue, l'opinion publique condamnera le parti démocrate.

Il soutient que les républicains ont été humains et bons et qu'ils ont accordé grâce à ceux qui avaient essayé de frapper la nation. Il ne dit pas que tous les gens du Sud sont mauvais. Il y a là des centaines et des milliers de gens dont les âmes se révoltent à ces notes d'iniquité. Il espère que le Sénat commencera du bon côté et qu'il attendra l'information désirée avant de continuer le débat.

M. West, de la Louisiane, fait de nouveau allusion aux troubles dans cet Etat depuis des années et il dit que les hommes que Sheridan veut faire déclarer bandits sont les hommes qui ont pris les armes de l'Etat et ne les ont jamais déposées malgré la proclamation du Président. Il lit la liste des armes non rendues à l'Etat d'après Kellogg.

M. Morton parle en faveur de son amendement et fait des citations des rapports de divers comités du Congrès pour montrer qu'il y a dans le Sud des bandes armées qui défient la loi. Parlant de la dépêche aux bandits, il dit qu'il est vrai que Sheridan n'écrit pas comme un avocat ni comme les sénateurs qui l'ont attaqué, mais c'est que pendant que ceux-ci étudiaient le droit, Phil. était en campagne, combattant pour son pays. Il n'y a pas de doute qu'il y a eu plus d'hommes tués pour offenses politiques en Louisiane qu'il n'y en a eu de tués dans toutes les guerres indiennes ...

qu'il y a un plan préconcerté pour exterminer le parti républicain dans chaque Etat du Sud. Alors les démocrates auraient chacun de ces Etats du Sud et il ne leur faudrait plus qu'un ou deux Etats du Nord pour élire le prochain président. On a nié ici qu'il existât une organisation du Ku-klux.

M. Thurman demande quand cela a été nié.

M. Morton dit que cela était nié bien des fois par les démocrates.

M. Thurman répond que le sénateur ne peut citer un seul cas.

M. Morton, reprenant cite des extraits du discours du sénateur Gordon sur l'existence de la paix en Georgie et il dit, que sans douter de la sincérité de son collègue, il lui sera permis d'exprimer ses doutes. Il a des preuves établissant que des nègres en Georgie ont été privés du droit de suffrage par ce qu'ils n'avaient pas payé la taxe d'écoles.

M. Gordon demande le nom de l'individu.

M. Morton dit qu'il n'est pas prudent de rendre public le nom des républicains dans le Sud.

M. Gordon réplique que les rapports d'outrages sont exagérés et, dit que, dans un cas, quand il était candidat pour un emploi et que son adversaire avait été déclaré élu, un républicain déclara qu'à moins qu'il ne fût fait sénateur des Etats-Unis et surintendant des routes, il montrerait que Gordon avait battu son adversaire par six ou sept mille voix de majorité. Cet homme fut élu sénateur des Etats-Unis et surintendant des routes.

M. Morton. Quel était son nom?

M. Gordon. Foster Blodgett.

M. Morton dit que le vote républicain en Georgie est grandement tombé.

M. Gordon dit que son prédécesseur au Sénat, Joshua Hill, était républicain quand il occupait son siège à la Chambre. Depuis il a changé d'opinion. Aucun homme n'a un rang plus élevé dans l'Etat que M. Hill; il a une grande influence et, quand il a quitté le parti républicain, beaucoup l'ont suivi. Il y a en Georgie, un grand nombre de gens de couleur qui votent pour les démocrates. Son docteur lui a déclaré qu'il désirait voter pour les démocrates, mais qu'il avait peur de le faire de crainte d'être assassiné par les hommes de sa couleur.

M. Morton dit que le langage du sénateur de la Georgie peut convenir dans ce débat, mais qu'il conviendrait difficilement en Georgie ou à Faneuil Hall à Boston.

M. Gordon déclare que si ceci veut dire qu'il exprime ici des sentiments qu'il n'exprimerait pas en Georgie ou à Faneuil Hall, c'est une atteinte diffamatoire de son caractère.

M. Merriman, de la Caroline du Nord, parle aussi de la paix existant dans le Sud, spécialement dans son Etat.

M. Scott, de la Pennsylvanie, lui demande s'il se rappelle un nommé Shank ou Schenk qui a témoigné devant le comité congressionnel qu'il était membre de l'organisation des Kuklux et dont le peuple a fait plus tard un juge?

M. Merriman réplique qu'il se le rappelle et que le district de ce juge est un des plus tranquilles de l'Etat.

M. Scott demande si le même juge n'a pas tiré sur un nègre dans la rue et s'il n'a jamais été jugé pour ce meurtre.

M. Merriman répond qu'il n'y a pas eu de meurtre; que le juge (Shank) ait tiré sur un nègre dans la rue. Le juge fut attaqué chez lui par un nègre ivre qui refusa de s'en aller après avoir été averti. Le juge tira et le nègre et se rendit immédiatement prisonnier. Il a été jugé et acquitté. En conclusion M. Merriman dit qu'il n'y a pas une communauté plus paisible que la Caroline du Nord aujourd'hui. Ils ont un gouverneur républicain et une législature démocratique, mais une paix profonde règne.

M. Gordon dit que le sénateur de l'Indiana, (Morton) avait parlé du succès des démocrates en Georgie et de la diminution du vote républicain. Lui, Gordon, voudrait demander à ce sénateur comment les démocrates ont emporté l'Indiana: l'Ohio, quand cet Etat avait donné très peu de temps auparavant une majorité républicaine de 40,000. Comment ont ils emporté New-York, le Massachusetts et la Pennsylvanie, l'Etat de M. Scott. Il a lui, Gordon, fait une ... des archives de ... pour ... avec ceux de la Georgie et il ... se soumettre au résultat.

M. Thurman dit: Toutes ces criailleries d'outrages et de ligueurs blancs ont pour objet d'obscurcir la question véritable. Les sénateurs républicains pensent-ils qu'ils pourraient tromper des hommes tels que l'ex avocat-général qui avait fait l'appel pour un meeting d'indignation à New York et un autre qui a signé et qui est un des plus vieux élites républicains. Le peuple de ce pays ne peut pas être trompé. Quand le Sénat aura l'information demandée, par la résolution, ce ne sera encore que la moitié des faits, mais s'il y est dit que la conduite de l'autorité militaire à la Nouvelle-Orléans a été sanctionnée par le Président, il sera, lui Thurman, satisfait.

M. Merriman alors retire son amendement, et l'amendement proposé par M. Morton a été accepté.

M. Sargent présente un amendement à insérer dans la résolution de M. Thurman. Cet amendement amplifie la résolution et est accepté. Nous en avons déjà parlé dans nos dépêches d'hier. Ed. Il a pour but de savoir par quelle autorité l'intervention ... eu lieu... au ... l'Etat de la Louisiane ... organisation hostile au gouvernement de l'Etat par la force.

Washington, 8.—Au Conseil de Cabinet aujourd'hui plusieurs dépêches et lettres officielles contenant des instructions pour le général Sheridan à la Nouvelle-Orléans, lui ont été lues et en addition à cela les rapports de la presse ont attiré l'attention. Les dépêches officielles du général Sheridan ont été revues aussi. L'administration attend maintenant des informations officielles antérieures au temps où le général Sheridan a pris le commandement du département, avant de décider définitivement sur un rapport au Congrès.

Le Col. ... A. Scott et le juge Baker ont paru aujourd'hui devant le comité des chemins de fer et a donné les raisons pour lesquelles le bill pendant pour aider à la construction de la route du Pacifique par le Sud devrait être adopté. Le juge Baker a dit qu'en vertu des clauses du bill 30 millions d'acres de terre, ayant acquis une grande valeur par la construction du chemin, retourneraient à l'Etat. Cet exposé est envoyé à l'impression.

Washington, 9.—Les sénateurs républicains aujourd'hui ont eu un long caucus où l'on a discuté d'une manière générale sur l'ordre d'affaires et la méthode à suivre dans les discussions concernant le Sud, spécialement la Louisiane. Pendant que quelques sénateurs endossaient entièrement le Président et Sheridan, d'autres ont préféré attendre le message spécial du Président sur les affaires de la Louisiane, avant d'exprimer leur opinion. C'est le devoir du gouvernement de protéger tous les citoyens dans leurs droits légitimes sans se laisser arrêter par les clameurs du parti de l'opposition.

L'objet du caucus est de s'accorder sur quelque ligne de politique qui unirait les républicains des deux chambres. Ce sera le sujet d'un prochain meeting.

Les républicains de la Chambre ont eu un meeting ce soir sous la présidence de Maynard. Gnucle étant secrétaire, White de l'Alabama a présenté une résolution pour la nomination d'un comité de sept membres, chargés de préparer un bill général pour assurer les droits de tous les citoyens du Sud. Dans ses remarques, il a rappelé les outrages allégués et il fait sentir la nécessité d'action, s'ils désirent être fidèles à leur profession de foi comme républicains et amis de la liberté constitutionnelle.

M. Dawes (Min.) a dit qu'il désirait accorder le soulagement requis et il demande de quelque plan qui puisse être présenté comme remède pour les outrages sur les citoyens du Sud.

Un autre membre approuve la conduite de Sheridan.

M. Sypher de la Louisiane dit que le remède nécessaire était de protéger le peuple du Sud qui avait été ostracisé, connue expérience, par le parti républicain.

M. Wilson de l'Indiana, désire un amendement chargeant le comité judiciaire de rapporter un bill pour une nouvelle élection en Louisiane.

M. Butler, du Mass., parle en faveur de la révolution, justifiant le président et le gén. Sheridan.

Le juge Hoar du Mass, dit qu'il a l'intention de faire son devoir en dépit des clameurs de la presse. Il suppose que le parti républicain soutiendra son président et il sait que le Président s'efforce de conformer sa conduite strictement à son devoir constitutionnel. Il apprécie pleinement le Président et Sheridan, Blaine, du Maine, a été appelé, mais il n'a pas répondu.

Townsend, de la Pennsylvanie, désire entendre Foster le président du sous-comité de la Nlle-Orléans. Foster vient d'entrer dans la salle, mais il n'a rien dit.

Ward, des Illinois, dit qu'il ne se laisserait pas conduire par un caucus qu'il hésite à faire ce qui est nécessaire pour préserver le parti républicain et protéger tous les citoyens de l'Union.

La résolution pour la nomination d'un comité de 7, conformément à la proposition de White, est acceptée. Le caucus s'ajourne jusqu'à ce que le comité sur les affaires de la Louisiane ait fait son rapport et que le Message du Président, à ce sujet soit transmis au Congrès.

La dépêche suivante a été reçue ici:

Nouvelle-Orléans, 8 janvier.

Hon. A. P. Field.

Aux soins du sénateur West, Washington, D. C.

Le parti républicain n'endosse pas la lettre de Dibble. Il ne l'a publiée que dans les journaux démocrates. Nos amis le condamnent généralement.

Signé: WM. P. KELLOGG.

### NEW-YORK.

N. York, 9.—Le maire Wickham présidera lundi soir à la démonstration d'indignation en faveur de la Louisiane. Les deux partis collectent des signatures. Le contre-document dit: "nous, soussignés, nous rappelant comment la rébellion fut inaugurée et le pays précipité dans la guerre par l'impuissance du gouvernement à défendre ses forts et à protéger ses officiers, nous attestons que nous approuvons la prompte détermination du gouvernement dans l'affaire de la Législature de la Louisiane."

Suivant une dépêche de Washington au *Herald*, les secrétaires Fish et Bristow et le directeur général des Postes ont déclaré avec énergie, hier, qu'ils n'avaient pas été consultés et qu'ils n'approuvaient pas les dépêches adressées à Sheridan ... disant que le Président, ... membres du Cabinet ...

### OMAHA.

Omaha, 9.—Temps extrêmement froid ... à l'Ouest de Cheyenne ...

### CINCINNATI.

Cincinnati, 8.—Une dépêche de Wooster, Ohio, à l'*Enquirer* dit: La célébration de l'anniversaire de la bataille de la Nouvelle-Orléans à Wooster a été une grande affaire. Parmi les Démocrates de distinction présents étaient le gouv. Allen, John McSweeney, ... Converse et d'autres. ...

...

### RICHMOND.

Richmond, Virg., 8.—Les résolutions ... Sénat de l'Etat ...

...

### MEMPHIS.

Memphis, 8.—Une dépêche de Nashville à l'*Appeal* dit que le président Boyd a présenté ...

...

### LITTLE ROCK.

Little Rock, 8.— ...

...

### RIVIERES.

...

## BULLETIN COMMERCIAL.

...

## BULLETIN MARITIME.

...

Prix des Bestiaux.

...

Liste des Lettres étrangères restant au Bureau de la Poste, le 10 Janvier 1875.

...

MAISON ETABLIE EN 1855.

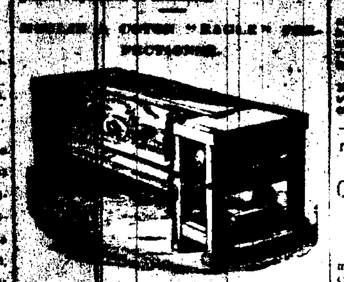
Dépôt des Moulins à Coton "Eagle"

ET DE

MACHINES DE TOUTE SORTE

W. L. CUSHING,

...



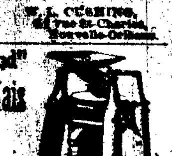
...

MOULINS A SUCRE VICTOR ET Evaporateurs de COOK.

...

W. L. CUSHING, ... rue St-Charles, Nouvelle-Orléans.

"La Reine du Sud" Moulins à Mais ET A FARINE STRAUB.



W. L. CUSHING, ... rue St-Charles, Nouvelle-Orléans.

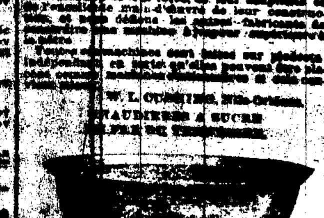
MACHINES A VAPEUR PORTATIVES ... 1,000 EN USAGE.

... DE DONNER LA MEILLEURE, LA PLUS ... ET LA PLUS PARFAITE MACHINE A VAPEUR QUI SOIT SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN.

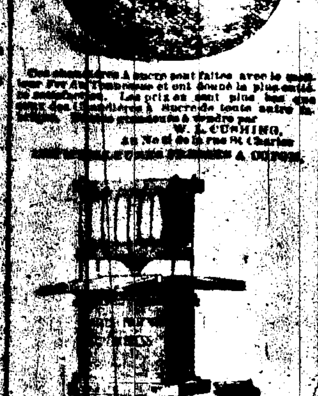
...

W. L. CUSHING ...

CHAUDIÈRES A SUCRE ...



W. L. CUSHING, ...



... A VIS ROTATIVES ...

...

THE NEW ORLEANS BEE

...

Pontchartrain Railway.

...

OBSTACLES TO MARRIAGE.

...

Crescent Mutual Insurance Co.

...

STATE OF LOUISIANA ...

...

Sun Mutual Insurance Company

...